



## SERVICE MINIMUM À BREST ET BORDEAUX : UNE DÉCISION PERDANT-PERDANT

**Les contrôleurs des CRNA-SO et CRNA-O viennent d'apprendre la décision du DSNA** d'astreindre 50 % de PC de plus qu'habituellement pour la journée de grève du 10 octobre. Le SNCTA condamne fermement cette décision unilatérale qui constitue une restriction du droit de grève.

**Après un été de tous les records où le professionnalisme de tous** a permis d'absorber de façon performante et en toute sécurité des hausses de trafic extrêmement importantes, après une mise en service de EEE périlleuse mais réussie, les contrôleurs attendaient d'autres signaux de la part de leur hiérarchie.

**Cette décision est de surcroît une erreur stratégique majeure du DSNA** si celui-ci cherche vraiment à minimiser l'impact de la grève : en voulant montrer aux compagnies aériennes et particulièrement à A4E sa bonne volonté en augmentant le nombre d'astreintes, le DSNA renforce fortement l'impact d'une grève peu ou pas suivie. En effet, il sera plus difficile de lever le service minimum, augmentant ainsi sensiblement l'impact en termes de délais ou d'annulation de vols. Cette décision est donc du perdant-perdant !

**Mais peut être le DSNA a-t-il un autre objectif ?** Cherche-t-il à démontrer à ces compagnies qu'augmenter le nombre d'astreintes dégrade le service rendu ? Cherche-t-il à augmenter les effets de cette grève pour démontrer aux Pouvoirs publics que le service minimum est inadapté au contexte actuel amenant ceux-ci à envisager de changer la loi ?

**Une chose est sûre,** certains syndicats ont usé et abusé du droit de grève des contrôleurs pour tenter de donner de l'ampleur à des revendications politiques. Si nous n'y prenons garde, les préavis sans gréviste mais avec service minimum auront bientôt raison de ce droit acquis de haute lutte par nos aînés. Le SNCTA, conformément à sa politique, est déterminé à se battre pour le défendre.

LE DSNA, EN OPPOSITION AVEC SES SERVICES LOCAUX SUR LE SUJET, A FAIT LE CHOIX D'AUGMENTER LE NOMBRE D'ASTREINTES À BREST ET BORDEAUX. MARDI, NOUS VERRONS LES CONSÉQUENCES DE CE CHOIX !

